

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5908 - Jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023 - Prix : 10 DA

A partir du 1<sup>er</sup> juillet

### Changement «radical» dans la gestion des impôts

Page 2

La lutte contre la drogue implique la mobilisation de l'ensemble de la société

## Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 4 quintaux de kif

Page 2

### Contre-offensive ou guérilla ?

Par Mohamed Habili

**M**ardi dernier, deux décharges de drones se sont produites, l'une faisant écho à l'autre ; l'une s'étant abattue sur Kiev et l'autre sur Moscou. On a même cru au départ qu'elles se sont produites en même temps, que leurs projectiles se sont de ce fait croisés dans le ciel. En fait, il n'en fut rien : les deux attaques se sont suivies, la deuxième, celle qui a frappé Moscou ayant été une riposte à la première, celle qui a ciblé Kiev, sauf qu'elles ont en quelque sorte tenu à se déclencher à peu de distance l'une de l'autre, pour qu'il soit certain pour tous qu'elles appartiennent à la même séquence temporelle, qu'elles constituent ensemble un échange ne devant rien au hasard. C'est la première fois que Kiev répond à une attaque de Moscou, comme si les deux capitales étaient situées de part et d'autre de la ligne de front, et que l'une pouvait se voir à partir de l'autre. Jusque-là, l'une, le plus souvent Moscou, attaquait, puis l'autre contre-attaquait, mais après avoir pris pour cela tout son temps, si bien qu'on pouvait se demander si effectivement les deux attaques étaient liées. Les deux villes sont en réalité fort distantes l'une de l'autre.

Suite en page 3

L'agroéconomiste Ali Daoudi prévient :

## «Anticipons les crises à venir pour assurer notre sécurité alimentaire»



Assurer la sécurité constitue une priorité stratégique pour tous les pays du monde dans le nouveau contexte géopolitique international. Pour l'Algérie, la solution serait dans le renforcement de la production agricole et sa dotaton en moyens de stockage. [Page 2](#)

Investissement de Cevital à Béjaïa

## Mise en production de l'usine de trituration des graines oléagineuses

Page 3

Finale retour de la Coupe de la CAF samedi/USMA-Young Africans

## Soustara à 90' du rêve africain

Page 15

L'agroéconomiste Ali Daoudi prévient :

# «Anticipons les crises à venir pour assurer notre sécurité alimentaire»

■ Assurer la sécurité constitue une priorité stratégique pour tous les pays du monde dans le nouveau contexte géopolitique international. Pour l'Algérie, la solution serait dans le renforcement de la production agricole et sa dotaton en moyens de stockage.

Par Louisa A. R.

**D**ans sa stratégie alimentaire, a indiqué le Professeur Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur, l'Algérie

## A partir du 1<sup>er</sup> juillet Changement «radical» dans la gestion des impôts

LA DIRECTION générale des impôts a lancé un atelier de modernisation à grande échelle visant à restructurer ses différents services, a annoncé, hier, le directeur adjoint à l'évaluation et à la performance au ministère des Finances, Sofiane Ouchar. Il sera question, a-t-il expliqué lors de son passage à la Radio nationale Chaîne 1, de créer des instances modernes, en plus de la simplification des procédures administratives et l'amélioration de la qualité du service proposé, notamment celui lié à la numérisation, indiquant que la méthode de gestion de cette direction connaîtra un changement radical à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. L'adoption de cette nouvelle méthode de réforme budgétaire a pour but de parvenir à une meilleure gestion de l'argent public, en plus de la définition des objectifs selon les priorités stratégiques pour améliorer les impôts et taxes. Ainsi, il a indiqué que toutes les administrations publiques sont appelées à mettre en place un système efficace pour mesurer la performance. M. Ouchar a indiqué que son département déploie de grands efforts pour accompagner tous les intervenants dans ce domaine afin de leur permettre d'assimiler les procédures et les nouveaux outils de gestion publiés dans la loi organique concernant les lois de finances. Le ministère des Finances, a-t-il souligné, a programmé un certain nombre d'essais liés à la préparation du budget des programmes. L'orateur a affirmé, par ailleurs, que la Direction générale des impôts connaîtra à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain un changement radical dans la méthode de gestion en adoptant un système de gouvernance basé sur la performance. Dans un premier temps, a-t-il ajouté, il sera procédé à l'évaluation des activités des services de base au deuxième semestre de 2023.

Massi S.

doit avoir plusieurs leviers. Il citera l'impératif de renforcer la production nationale et de se doter de moyens de stockage importants.

Lors de son passage à l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne 3, le Professeur Daoudi a exigé de placer la sécurité alimentaire au cœur des stratégies de développement national. «La sécurité alimentaire consiste à se donner les moyens de produire, de stocker et de stabiliser l'approvisionnement dans le temps», a-t-il expliqué, tout en appelant à surveiller le bon fonctionnement du secteur agricole et à anticiper les crises.

Convaincu que l'agriculture constitue un atout de puissance pour les nations, le Professeur Ali Daoudi a recommandé le renforcement des connaissances agricoles afin de mieux maîtriser les phénomènes climatiques, en impliquant les agriculteurs qui sont les véritables acteurs du secteur. Il a également suggéré de leur apporter un soutien financier permanent pour les aider à faire face aux aléas climatiques.

Pour l'agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'École supérieure d'agronomie, la sécurité alimentaire est l'un des défis majeurs de notre siècle. Selon lui, le changement climatique,



Ph.D. R.

les bouleversements géopolitiques, les pandémies et la tendance des plus gros producteurs à réduire l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture menacent de perturber considérablement le marché mondial.

Pour se mettre à niveau, il est nécessaire, de l'avis du Professeur, de mettre en place une politique audacieuse d'investissement dans le secteur agricole. Ce secteur, selon lui, a

besoin d'un grand coup de pouce pour améliorer ses performances productives si on veut atteindre les rendements escomptés. Il y a nécessité de recourir à un meilleur matériel agricole, d'augmenter le budget consacré au développement de l'agriculture et à l'utiliser plus efficacement, à travers une stratégie claire et des instruments régulièrement évalués dont l'élaboration implique nécessairement les agriculteurs, vu que le

monde évolue dans un environnement de plus en plus empreint d'incertitudes, à commencer par les effets des changements climatiques.

Pour ce spécialiste, impliquer les acteurs du monde agricole dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur permettra, en outre, de les intégrer dans la sphère formelle de l'économie et d'améliorer les rendements.

L. A. R.

La lutte contre la drogue implique la mobilisation de l'ensemble de la société

## Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 4 quintaux de kif

**L**a consommation de drogue, sous toutes ses formes, est un fléau qui progresse à un rythme hallucinant en Algérie. La sonnette d'alarme a plusieurs fois été tirée par différents organismes, aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs. Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche arrière, il gagne plutôt du terrain. Chaque jour, les services de sécurité font état de saisies de quantités de drogues, tous types confondus, cela va du kif traité à l'héroïne en passant par les psychotropes de tous genres. Selon un communiqué du MDN, des tentatives d'introduction de plus de 4 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 78 narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 181 334 comprimés psychotropes ont été saisis dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité,

durant la période du 24 au 30 mai en cours. «Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 24 au 30 mai 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP «ont arrêté 11 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations», ajoute le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les

Régions militaires, 78 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 4 quintaux et 67 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, et saisi 181 334 comprimés psychotropes», ajoute le communiqué du MDN. Dans ce sens, les participants à une rencontre sur la prévention et la sensibilisation sur la consommation de drogue ont estimé que c'est une «grande menace pour la sécurité du pays et la cohésion sociale», et la lutte contre ce phénomène implique la mobilisation de l'ensemble des composantes de la société. «L'aspect juridique de la lutte contre la consommation de drogue n'est pas suffisant pour éradiquer ce phénomène, et la société tout entière est concernée dans ce combat, eu égard à ses conséquences sur la cohésion de la société et ses dangers sur le citoyen», a indiqué le président de la cour de Médéa, Mohamed Haddoud, de l'ouverture de cette rencontre organisée à la cour de

justice de cette wilaya. «La prévention et la sensibilisation peuvent contribuer à limiter la propagation de ce phénomène et à prémunir la société contre les dangers qui découlent de la consommation des drogues», a-t-il ajouté. Le procureur général près la cour de Médéa, Zohair Talbi, a indiqué, pour sa part, que «les pouvoirs publics sont décidés à trouver une solution radicale et globale à ce phénomène», en introduisant de nouveaux textes de lois en matière de lutte contre le trafic et la consommation de drogues. Les pouvoirs publics ont adopté, en outre, une stratégie de prévention à laquelle sont associés les associations de la société civile, les Scouts musulmans algériens (SMA), le Croissant-Rouge algérien (CRA), les secteurs de la Jeunesse, les Affaires religieuses et les associations de parents d'élèves, afin de faire face à ce phénomène, a expliqué le procureur général.

Meriem B.

A quelques jours du début des examens de fin d'année

# Le stress monte chez les candidats au Bac et BEM...

■ Les examens de fin d'année session juin 2023 débutent lundi prochain. Malgré les assurances du ministre de l'Éducation nationale et les enseignants concernant les sujets des examens, les candidats au BEM et Bac commencent à ressentir un vrai coup de stress.

Par Thinhinane Khouchi

Le stress est à son comble chez les 800 061 candidats (scolarisés et libres) à l'examen du Brevet d'enseignement moyen, qui vont devoir entamer les épreuves dans moins d'une semaine, à savoir du 5 au 7 juin. Le stress commence également à monter chez les 790 515 candidats à l'examen du baccalauréat, prévu du 11 au 15 juin prochain. Le ministre de l'éducation nationale, Abdelhakim Belabed, ainsi que plusieurs responsables du secteur attestent que «les sujets des examens de fin d'année porteront sur les cours enseignés en classe» et que toutes les mesures ont été prises pour assurer le succès de cette session. Malgré ces assurances et en attendant le début des épreuves, la tension monte et les candidats profitent du temps qui reste pour leurs révisions. «J'ai hâte que ça se passe, que ça finisse», a avoué Maram, candidate au BEM. Elle nous dira : «Je suis allée à la bibliothèque avec des copines pour réviser et je pense que ça devrait le faire». Pour son frère



PH/D. R.

qui passe le Bac cette année, «le jour J approche à grands pas. Il me reste 10 jours de révision avant le début des épreuves. On a fait tout le programme. Tout s'est bien passé. Je vais essayer d'avoir les meilleures notes». Par ailleurs, d'autres candidats, comme Salim, ont déjà jeté l'éponge avant même d'être devant leurs copies. «Je n'ai pas peur des sujets, mais j'ai peur de céder au stress durant les examens», nous confie Salim, candidat au Bac filière scientifique. Afin de gérer leur stress en cette

période de révision mais également durant les examens, des psychiatres délivrent leurs conseils pour maîtriser cette émotion perturbatrice. En effet, ils appellent les candidats à avoir un rythme de vie régulier pendant la période des révisions. Favoriser les heures de coucher et de lever fixes afin de préserver un temps de sommeil normal. Ils appellent également les élèves à ne pas s'isoler des autres, «faire des pauses» peut être très bénéfique pour une meilleure révision. Par ailleurs, les spécialistes insis-

sent également sur l'importance d'une bonne alimentation et mettent en garde contre une consommation excessive de sucre durant cette période car elle est très perturbatrice pour la concentration. Des études ont montré que le pic d'insuline empêche le cerveau de se concentrer et d'être stimulé. Il faut donc avoir une bonne alimentation, manger des fruits et légumes et réduire, tant que possible, sa consommation de sucre, assurent les spécialistes.

T. K.

## Présidence de la République Abdelmadjid Tebboune reçoit le recteur de la Mosquée de Paris

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier à Alger, le recteur de la Mosquée de Paris, Dr Chems-Eddine Hafiz, saluant à l'occasion le rôle de ce prestigieux établissement religieux qui tend à hisser la bannière de l'Islam modéré, de la fraternité et de la tolérance, dans le respect des lois de l'Etat hôte, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce jour, le recteur de la Mosquée de Paris, Dr Chems-Eddine Hafiz, qui lui a présenté un exposé détaillé sur l'activité et les missions de la mosquée, au service de la communauté algérienne et musulmane en France, ajoute la même source. "A cette occasion, le Président Tebboune a remercié le recteur de la Mosquée de Paris pour ses efforts, saluant le rôle de ce prestigieux établissement religieux qui tend à hisser la bannière de l'Islam modéré, de la fraternité et de la tolérance, dans le respect des lois de l'Etat hôte", a conclu le communiqué.

R. N.

Investissement de Ceval à Béjaïa

## Mise en production de l'usine de trituration des graines oléagineuses

Le coup d'envoi de la production d'huile par l'usine de trituration de graines oléagineuses de Ceval, implantée dans les limites immédiates du port de Béjaïa, a été donné hier par le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Karbouche, en compagnie du président-directeur du complexe Ceval, Malik Rebrab, du directeur de cette nouvelle unité, Lounès Ihaddaden et des autorités locales. Le premier responsable de la wilaya a décalé : «Ce complexe industriel est considéré comme l'un des projets les plus importants pour le secteur agroalimentaire», faisant part du «plein soutien de l'Etat à l'investissement dans ses divers domaines». Il indiquera aussi que «la volonté existe et la détermination est forte pour booster le développement socio-économique local et national et créer la richesse dans tous les domaines, notamment le secteur de l'Agriculture qui permettra la création de milliers d'emplois et la mise en valeur de diverses matières premières que recèlent

toutes les wilayas du pays». Il a fait observer, au passage, que «la mise en service de ce méga-projet entre dans le cadre de la concrétisation des instructions émises par le président de la République, dont la levée de tous les obstacles se dressant sur la route du projet au cours de la phase de réalisation». «Cela nous permettra, a-t-il dit, d'assurer enfin la sécurité alimentaire». «La wilaya de Béjaïa dispose actuellement d'un grand complexe industriel qui devrait générer une plus-value avec ses matières premières propres et d'autres d'investissements sont également réalisés ailleurs». Le wali de Béjaïa a souligné dans son allocution que «la mise en service du projet entre dans le cadre de la concrétisation des instructions du président de la République à travers l'encouragement de l'investissement, l'accompagnement des opérateurs économiques pour la concrétisation de leurs projets et la levée de tous les obstacles pouvant se dresser sur la route de cette unité

durant sa phase de montage». Ainsi, le pari de la livraison dans les délais de ce complexe a été tenu, comme annoncé auparavant, notamment en février dernier. Pour rappel, la production d'huile devrait se faire sur 5 phases. Cette usine, installée sur 2 ha avec une capacité de stockage de 120 000 tonnes, utilise une haute technologie étrangère avec des compétences locales. Elle devrait produire non seulement de l'huile pour la consommation locale, des aliments pour animaux et près de la moitié de sa production (50 %) sera destinée à l'importation. Elle aura besoin de 2 millions de tonnes de graines par année. Plus de 500 emplois directs et des milliers d'autres emplois indirects seront créés. L'usine devrait quotidiennement triturer 11 000 tonnes de graines de soja, 6 000 tonnes de tournesol et 5 000 tonnes de colza pour produire de l'huile de table et de la farine pour aliments aux animaux, dont la volaille, le bétail, le poisson, etc. La réception de ce projet va

### LA QUESTION DU JOUR

#### Contre-offensive ou guérilla ?

Suite de la page une

Serait-ce que Moscou et Kiev soient désormais en prise directe, qu'ils se tirent dessus ? Bien que les dégâts aient été minimes, les drones ayant été interceptés par la défense aérienne, le président russe a réagi à chaud à l'attaque, ce que d'habitude il ne fait pas, et c'était pour faire une révélation. Cette attaque ukrainienne serait une réponse pervertie à une attaque russe qui elle était justifiée car ciblant un quartier relevant du renseignement militaire ukrainien, un centre de décision par conséquent. Ce n'est pas la première fois que Moscou est attaqué. Il l'a été une première fois, et au cœur, c'est-à-dire au Kremlin, le 3 mai dernier, sauf que le coup, déjà un drone, n'a pas porté, ayant été détruit auparavant. Désormais, avaient dit alors les plus hautes autorités russes, ce sont les centres de décision ukrainiens qui seraient visés. Il y eut même Dmitri Medvedev pour voir dans le président ukrainien une cible légitime ; mieux, une cible toute désignée, sinon toute prochaine. Après tout, Volodymyr Zelensky n'est que le premier des centres de décision ukrainiens. Aussi peut-on voir dans la réaction exceptionnelle de Vladimir Poutine l'annonce d'une nouvelle étape dans la guerre, d'une certaine façon d'ailleurs suggérée ou initiée par les Ukrainiens par leur attaque du Kremlin, où il ne s'agira plus seulement de prendre pour cible les centres de décision de l'ennemi, mais les personnes mêmes qui les dirigent, ou les incarnent. On a vu Poutine commenter la double attaque, on n'a pas vu Zelensky y aller de sa propre interprétation de l'événement. Se sent-il physiquement menacé ? Sans doute, d'autant qu'il a été directement condamné à la liquidation par Medvedev, tout de même le deuxième personnage du pouvoir russe. Tout cela en tout cas nous entraîne loin de ce qui a été l'objet de beaucoup d'intérêt pendant des mois : la contre-offensive ukrainienne, suivie ou non d'une réplique russe de même nature. En fort peu de temps, on est passé des grandes manœuvres en préparation, dans l'attente du choc sans rémission de deux armées en pleine possession de leurs moyens, ayant eu le temps de se retenir, aux tirs de grande précision, et aux envois de drones, tous coups portés de loin et en traître. A croire que la guerre a déjà dégénéré en guérilla.

M. H.

permettre sans nul doute au pays de «réduire ou de stopper l'importation de la matière première oléagineuse» et au secteur agricole de «se prendre en main». Il sera d'un grand apport pour la stratégie mise en œuvre par l'Etat et visant à assurer la sécurité alimentaire qui est l'enjeu de l'heure. **Hocine Cherfa**

Algérie/UE

# Mokhtar Didouche préside le lancement du 2<sup>e</sup> Prix des jeunes porteurs de projets touristiques

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a présidé, mardi, le lancement officiel du 2<sup>e</sup> Prix destiné aux jeunes porteurs d'idées et de projets innovants dans le domaine touristique.

Par Youcef Gh.

Le Prix «Fikra fsiyaha» s'inscrit dans le cadre du programme de coopération «Jil Siyaha» mené par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, consacré aux jeunes entrepreneurs et porteurs d'idées de projets dans le domaine touristique, âgés entre 18 et 35 ans, et ce, dans les 58 wilayas.

Le ministre du Tourisme a souligné, dans ce cadre, «l'importance» du lancement de ce Prix pour récompenser les jeunes porteurs d'idées créatives et les meilleurs projets touristiques, notamment dans les domaines du tourisme écologique et de l'artisanat, en sus de la valorisation du patrimoine culturel. Il a, en outre, souhaité voir ces projets contribuer à la pro-



motion de la destination touristique «Algérie» dans différentes régions du pays et donner une nouvelle impulsion au voyage

dans ce pays.

Le ministre a également rappelé que le dernier délai pour présenter les projets participant

à ce Prix a été fixé au 25 juillet, appelant les jeunes du pays à contribuer fortement au service et à la promotion du tourisme en

Algérie, ainsi qu'à la création de la richesse économique locale.

Pour sa part, le président de la Délégation européenne en Algérie, Thomas Eckert, a affirmé que ce prix ambitieux visait essentiellement à engager les jeunes porteurs de projets innovants à promouvoir davantage la destination Algérie en présentant tous les circuits touristiques existants.

Le programme «Jil Siyaha» s'articule autour de quatre axes : promouvoir la gouvernance touristique locale et mobiliser les jeunes pour devenir des acteurs du développement touristique local, consacrer des sessions de formation adaptées aux demandes des clients et créer de nouvelles activités touristiques selon les spécificités de chaque wilaya.

Y. Gh.

Colloque sur le déminage en Afrique

## L'expérience algérienne saluée

Des intervenants au Colloque international sur le déminage en Afrique, organisé mardi à Alger, ont salué l'expérience algérienne «pionnière» sur les plans régional et international en matière de déminage, plaidant pour la conjugaison des efforts africains afin d'éradiquer ce fléau.

Des participants à la première séance du colloque consacrée à «La lutte contre les mines antipersonnel entre cadre juridique, réalité et attentes pour un monde serein», ont souligné la nécessité d'augmenter la mobilisation sur les plans régional et international en vue de réaliser les objectifs de la «Convention d'Ottawa» sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

Dans ce cadre, les représentants des pays participants ont mis l'accent sur l'importance de la coordination des efforts et de l'encouragement de l'échange d'expériences en matière de déminage, et ce, en adéquation avec les multiples initiatives africaines, notamment l'agenda 2063 placé sous le slogan «Notre Afrique, notre avenir», la principale feuille de route de l'Union africaine (UA) visant à «faire taire les armes d'ici à 2030», le plan d'action conjoint de lutte contre les mines antipersonnel, et le Cadre stratégique de l'UA sur l'action contre les mines et les explosifs de guerre, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA.

Dans une allocution lors de ce colloque, la responsable du pro-

gramme de la coopération régionale au Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD), Rana Elias, a salué «les efforts consentis par l'Algérie en la matière», qui s'inscrivent en droite ligne avec l'essence de la Convention d'Ottawa et le renforcement du cadre de la coopération régionale.

Elle a également mis l'accent sur l'importance du renforcement des partenariats et de la facilitation du dialogue et de la coopération, soulignant que l'Algérie «a réussi à libérer ses terres des mines et à offrir l'aide suffisante aux victimes, respectant ainsi ses engagements internationaux en vertu de la Convention d'Ottawa».

A ce propos, le Commandant Ilyes Tarroudi de l'Arme du génie de combat au Commandement des forces terrestres de l'Armée nationale populaire (ANP) a souligné que l'Algérie a réussi, entre 2004 et 2016, à détruire plus de 8 millions de mines, en plus d'assainir plus de 62 000 hectares de terres minées.

Dans le même cadre, il a affirmé que l'Algérie «a pu, après de longues décennies de combat et d'efforts consentis à tous les niveaux, éliminer complètement le danger des mines antipersonnel, qui a fait plusieurs victimes et bloqué le développement socioéconomique tout au long des bandes frontalières (Est-Ouest) du pays».

De son côté, le représentant de la Campagne internationale de lutte contre les mines, Aymen Srour, a affirmé que «le problème de nombreux Etats africains est le manque de budgets nationaux

dédiés à la lutte contre les mines», outre «la coordination faible, voire inexistante, entre les instances officielles et les organisations non-gouvernementales (ONG)». Il a, en outre, appelé les Etats africains à «s'inspirer et à bénéficier de l'expérience de l'Algérie, pionnière en la matière». Après avoir insisté sur l'importance majeure de la coopération internationale, il s'est dit optimiste de voir ce colloque constituer «le lancement d'une véritable coopération africaine» en matière de lutte contre les mines.

### Mines antipersonnel : la nécessité d'une assistance aux victimes soulignée à Alger

Les participants au Colloque international sur l'expérience algérienne en matière de déminage, ont mis en exergue les conséquences désastreuses des mines antipersonnel en Afrique, appelant à une assistance adéquate pour accompagner les victimes de ces engins explosifs.

Lors de ce colloque, le Chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, également accrédité auprès de la République arabe sahraouie démocratique, Sello Patrick Rankhumise, a indiqué que «les effets des mines terrestres constituent une grave menace pour la jouissance pratique de la sécurité humaine et la jouissance pratique du droit au développement». Il a déploré le fait que «le carnage causé par les mines ter-

restres se poursuit malgré le consensus international, entériné dans le Traité d'Ottawa de 1997, qui dénonce leur utilisation, y compris la production et le transfert de technologie».

«Les mines terrestres ne respectent pas les accords de cessez-le-feu ni la fin officielle des hostilités armées. Elles continuent d'exploser sur des civils et des animaux innocents longtemps après la fin des hostilités», a-t-il déploré, notant que cela a été démontré dans divers cas, dont le Mozambique et le Cambodge, parmi de nombreux exemples.

Evoquant également le cas du Sahara occidental, le diplomate sud-africain a mis en exergue «la douloureuse réalité» des implications des effets des mines terrestres dans les territoires sahraouis occupés.

«Au quotidien, les civils sahraouis innocents, en particulier ceux qui tentent de pénétrer dans les territoires occupés, sont victimes de ces armes meurtrières», a-t-il dénoncé, relevant que, dans le même temps, le gouvernement sahraoui, sans financement adéquat, se bat pour entreprendre des opérations de déminage. Il a, en outre, fait observer que les efforts visant à éliminer ces carnages meurtriers devraient inclure une fourniture importante de ressources et de technologies pour le déminage, des programmes de soutien aux victimes et la réhabilitation économique des territoires précédemment minés.

Pour sa part, la représentante du Service de la lutte anti-mines

des Nations unies (UNMAS), Christelle Loupforest, a dressé un sombre tableau sur la réalité des mines antipersonnel en Afrique, tout en plaidant, à l'instar de plusieurs représentants de pays africains, en faveur d'une assistance pour les victimes. Soulignant que ces engins explosifs continuent de faire des ravages, elle a fait savoir qu'ils tuent ou blessent une personne chaque heure.

La responsable onusienne a également indiqué qu'en 2022, l'ONU a mis en place pas moins de 14 programmes en faveur des victimes des mines antipersonnel, signalant toutefois que les Nations unies préfèrent que les gouvernements concernés fournissent directement les aides nécessaires aux personnes concernées. Elle a, dans ce cadre, mis l'accent sur la nécessité de s'appuyer sur le modèle algérien en la matière.

De son côté, le coordinateur du Programme anti-mines en Mauritanie, Muhammedo Muhammed Ladhre, a loué dans une déclaration à l'APS, les efforts déployés par l'Algérie pour assurer une paix durable en Afrique. Il a également indiqué que la Mauritanie, comme de nombreux pays africains, souffrait des problèmes des mines et des engins explosifs, notant que son pays s'est doté d'un office national spécialisé dans le déminage et l'assistance aux victimes.

Il a, à cet égard, fait part des ambitions de la Mauritanie d'éliminer toutes les mines de son territoire à l'horizon 2025.

Lamine G.

Organisation africaine des assurances

# Priorité à la coopération et la promotion de l'assurance agricole

■ L'Organisation africaine des assurances (OAA), dont la présidence est passée hier à l'Algérie, va œuvrer à densifier les échanges et la coopération interafricains et développer les produits d'assurance, notamment agricoles, a indiqué, mardi à Alger, Cherif Benhabiles, vice-président de l'OAA.



Par Salima K.

«**L**a présidence de l'OAA est un défi pour l'Algérie. Elle intervient dans un contexte particulier. De ce fait, les priorités de la présidence algérienne sont la facilitation des échanges entre les pays africains et la consolidation de nos relations et nos expériences dans le

domaine assurantiel», a déclaré à l'APS M. Benhabiles, à qui reviendra la présidence de cette organisation.

Il s'exprimait en marge du deuxième jour des travaux de la 49<sup>e</sup> Conférence de l'OAA. Pour M. Benhabiles qui occupe jusque-là le poste de vice-président de l'Organisation, cette dernière œuvrera à mettre en place des systèmes à même de déve-

lopper et de fournir des produits d'assurance compatibles avec les besoins, et surtout avec les capacités financières des exploitants agricoles africains, souvent aux revenus modestes.

«L'échange interafricain d'expériences et expertises doit être axé notamment sur les systèmes d'information. Il faut qu'il y ait des plateformes communes, ouvertes et accessibles pour

l'échange d'informations entre les compagnies d'assurances des pays africains», a plaidé M. Benhabiles, également directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (Cnma).

Il a aussi mis en avant le bon déroulement des travaux de la conférence qui «est une réussite» puisque, a-t-il dit, elle a été marquée par une participation «record» avec 1 800 délégués venant de 70 pays.

Le thème choisi, à savoir «La contribution de l'assurance alimentaire en Afrique» a été «pertinent», ajoute M. Benhabiles, qui relève l'importance des propositions formulées lors des travaux, notamment celles ayant trait aux enjeux climatiques et les moyens à mettre en œuvre pour y faire face. Interrogé sur les conclusions des réunions organiques tenues en marge de la conférence, notamment celle du Comité exécutif de l'OAA, M. Benhabiles a indiqué que cette instance a validé un plan stratégique à l'horizon 2025, qui appelle, entre autres, à la plus grande implication des pouvoirs publics pour «subventionner les assurances agricoles».

«Ce plan prévoit une action envers les gouvernements pour les appeler à aider et subventionner les assurances agricoles et donner toute l'attention à ce type de produits, car il constitue un

des moyens les plus sûrs pour assurer la sécurité alimentaire, et pour le développement économique de manière générale», précise-t-il.

Benhabiles remplacera le Kényan Ben Kajwang qui est à la tête de l'OAA depuis 2022.

Les travaux de la Conférence d'Alger ont permis d'échanger des réflexions et expertises autour de plusieurs thématiques liées à l'assurance et son développement en Afrique, notamment le rôle de l'assurance dans la sécurité alimentaire, ainsi que la promotion de la coopération interafricaine.

La rencontre permettra d'élaborer une feuille de route pour défendre la position commune des membres de l'Organisation, qui a pour but de promouvoir les intérêts stratégiques du secteur de l'assurance en Afrique.

Créée en 1972 à Maurice, l'OAA est une organisation non-gouvernementale, dont le secrétariat permanent est basé à Douala (Cameroun). Elle compte 371 membres, dont 363 issus de 47 pays d'Afrique et 14 membres internationaux associés provenant de 8 pays.

S. K.

Algérie/Danemark

## L'état des relations financières bilatérales examiné

**L**e ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu mardi, au siège du ministère, l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, avec laquelle il a examiné l'état des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les voies et moyens à même de les consolider, indique un communiqué du ministère.

Dans ce cadre, les deux parties se sont félicitées de la ratification de la Convention bilatérale

en vue de l'élimination de la double imposition, tout en soulignant que l'entrée en vigueur de cette Convention constituera «un signal fort» aux opérateurs économiques des deux pays pour stimuler leurs initiatives et doubler leurs efforts en vue de relever le niveau de la coopération économique bilatérale, souligne la même source.

M. Faïd a également abordé avec son interlocutrice «les chantiers de réformes engagées par notre pays en vue de faire face

aux défis de développement économique et social», a fait savoir le ministère.

Il a aussi fait part des mesures introduites par les pouvoirs publics pour l'amélioration de l'environnement lié à l'investissement et son écosystème, à l'effet de «renforcer sa stabilité, sa transparence, ainsi que les garanties offertes aux investisseurs y compris étrangers», ajoute la même source.

Tout en saluant les efforts déployés par le gouvernement

algérien, l'ambassadrice danoise a exprimé «l'intérêt porté par de nombreuses entreprises danoises pour le marché algérien et ses potentialités», selon le document.

Enfin, les deux parties ont convenu d'«intensifier les échanges et les rencontres entre opérateurs des deux pays en vue d'explorer les domaines d'intérêt commun et de travailler de concert pour renforcer et diversifier la coopération bilatérale».

Fatah S.

France

## Le PIB en modeste hausse au premier trimestre

**L'**activité économique en France, mesurée par l'évolution du PIB, a enregistré une modeste hausse de 0,2 % au premier trimestre de 2023, soutenue notamment par le commerce extérieur, tandis que la demande intérieure a été en berne, a indiqué, hier, l'Insee, confirmant sa première estimation. Cette évolution fait

suite à une atonie de la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France au quatrième trimestre (0 %), révisée en baisse de 0,1 point comme celle de l'ensemble de l'année 2022, à 2,5 %. Entre janvier et mars, le commerce extérieur a contribué positivement (+1 point) à la progression du PIB, les importations de biens

ayant reculé bien plus nettement que les exportations. La contribution de la demande est quant à elle négative (-0,2 point), pénalisée par un net repli des investissements des entreprises, notamment dans le secteur de la construction, tandis que la consommation de ménages est restée quasiment stable (0,1 %). Cette sta-

bilité masque toutefois des tendances opposées : la consommation d'énergie a rebondi (+5,7 %) tandis que les dépenses ont fortement reculé (-2,7 %) dans l'alimentaire, où les prix ont flambé. Pour l'ensemble de l'année, le gouvernement table sur une hausse de 1 % du PIB.

N. T.

Monnaies

## Le dollar grimpe face à l'euro

Le dollar grimpeait hier face à l'euro, dans l'attente d'un vote du Congrès américain sur le compromis pour éviter un défaut de paiement des Etats-Unis, pendant que la devise unique souffrait d'une potentielle pause dans le cycle de hausse des taux de la BCE. Dans la matinée, le billet vert prenait 0,67 % par rapport à la monnaie unique, à 1,0662 dollar pour un euro, peu après avoir atteint 1,0659 dollar pour un euro, une première depuis mi-mars. «Le dollar poursuit sa progression, atteignant des sommets de plus de deux mois face à l'euro», commente un analyste.

Arraché au forceps au bout de longues négociations, le texte visant à relever le plafond de la dette américaine est arrivé hier devant les élus de la Chambre des représentants, mais le vote s'annonce lui aussi houleux. «Alors que cela devrait être une bonne nouvelle pour l'appétit pour le risque, et une baisse pour le dollar, valeur refuge, le billet vert a continué de se redresser», note l'analyste.

Agences

Salon national des étudiants des arts et du patrimoine à Alger

# Un espace de créativité et d'authenticité

■ Des travaux de jeunes étudiants et apprentis des écoles et instituts d'enseignement supérieur artistique, notamment ceux de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger (ESBA) et ses annexes à travers le pays, sont exposés depuis mardi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria. C'est dans le cadre du Salon national des étudiants des arts et du patrimoine que des réalisations de créateurs issus des établissements d'apprentissage et d'enseignement dans les arts et le patrimoine sont présentées au public.



Par Abia Selles

Accompagnée des directeurs des écoles et instituts des arts et du patrimoine, sous tutelle du ministère de la Culture et des Arts, la ministre a visité le salon où elle s'est entretenue avec des étudiants exposants.

Réaffirmant le soutien de l'Etat aux arts et à la culture, M<sup>me</sup> Mouloudji a assuré que son département continue à «encourager et à accompagner la création et les créateurs» à travers les différents établissements dédiés à la formation artistique et au patrimoine.

Au stand de l'Institut supérieur

des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas), la ministre a annoncé que le secteur s'est doté d'une nouvelle structure, en l'occurrence, l'Institut supérieur du cinéma dont le décret de création a été publié récemment au Journal officiel.

«L'Institut national supérieur

du cinéma aura pour mission d'assurer la formation dans le domaine du cinéma, notamment dans les spécialités de l'industrie cinématographique et la gestion de production», a-t-elle précisé.

L'Institut, a ajouté le ministre, «accueillera la première promotion de bacheliers qui ont suivi une formation artistique dans l'enseignement secondaire».

Issus de différents établissements de formation et d'enseignement artistique, des étudiants ont exposé leurs créations, couronnant pour certains des années de formation dans différents domaines artistiques, notamment la peinture, la sculpture et la miniature.

Au stand de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger, des étudiants en cours de formation ont proposé des toiles et sculptures. Nada Gaci, étudiante en fin de cycle dans la spécialité «expression picturale», a dévoilé une toile à l'huile qui reprend une scène du film «La bataille d'Alger», alors qu'un autre étudiant a présenté une maquette d'une sculpture sur argile intitulée «La frustration».

D'autres œuvres d'étudiants des Ecoles régionales des beaux-arts de Batna, Tipasa, Tizi-Ouzou, Mostaganem, sont éga-

lement proposées au public qui aura à découvrir des portraits, dessins, miniatures et calligraphies.

C'est le cas de Saad Eddine Bacha, plasticien et enseignant à l'Ecole des beaux-arts de Batna, qui propose une série de portraits comme celui dédié à l'artiste disparu, Idir, et à la femme chaouie.

Au stand de l'INSM, l'établissement d'enseignement supérieur de musique prend part à cet événement à travers des instruments de musique de valeur historique, comme la «gasba» qui a accompagné le chanteur Khelifi Ahmed ou encore le «gembri», instrument à cordes datant du début du 21<sup>e</sup> siècle.

Enfin, l'Ismas propose une rétrospective des œuvres cinématographiques, notamment les feuilletons de télévision associant des comédiens qui ont suivi une formation dans cet établissement créé en 1964 et spécialisé dans la formation de comédiens dont certains ont brillé au cinéma et théâtre.

A. S.

## Agend'Art

**Théâtre national algérien**  
Mahieddine-Bachtarzi  
Aujourd'hui à 14h30 :

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'enfance, le Théâtre national algérien invite les enfants à assister à la pièce de théâtre «Mimou et ses amis»

**Ecole Artissimo à Alger**  
Le 2 juin à partir de 16h30 :  
Les passionnés de cinéma sont invités à assister à une table ronde sous le thème «60 ans d'indépendance et de cinéma algérien».

**Cinémaèque d'Alger**  
Le 3 juin à partir de 13h30 :  
Une projection-débat du film «Le Passé» est programmée.

L. B.

Concours du Salon des arts plastiques à Tébessa

## Ilhem Lekmiti remporte le premier prix

La plasticienne Ilhem Lekmiti, de la wilaya de Jijel, a remporté, mardi, le premier prix du concours de peinture organisé en marge de la 15<sup>e</sup> édition du Salon national des arts plastiques organisé à Tébessa du 28 au 30 mai.

Les deuxième et troisième prix ont été décernés respectivement à Abdelhak Guergour de Sétif et Meriem Touahria de

Tébessa par le jury composé des artistes Mourad Abdelaoui d'Oum El Boughi et Tarek Taïf de Tébessa.

Quarante plasticiens venus de 17 wilayas ont participé au concours de peinture d'un des monuments de Tébessa dans le cadre d'un atelier organisé à la suite d'une sortie découverte des sites et monuments de cette wilaya, dont la porte de

Caracalla, la muraille byzantine et la basilique Sainte-Crispine.

La cérémonie de distinction des artistes s'est déroulée à la Maison de la culture Mohamed-Chebouki, en présence des autorités locales.

Les membres du jury et le peintre Mohamed Tahar Benhadda ont également été honorés à l'occasion.

Dans son intervention à l'oc-

casion, le wali, Saïd Khellil, a salué la tenue de pareilles manifestations qui «enrichissent la scène culturelle locale et favorisent les échanges entre artistes», appelant à multiplier les concours qui mettent en valeur le patrimoine culturel matériel et immatériel de la wilaya, voire du pays.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIZI OUZOU  
DAIRA DE LARBAA NATH IRATHEN  
COMMUNE DE LARBAA NATH IRATHEN

### AVIS

Mme MOUALI TAOUS, née le 28/09/1954, à Taourirt Amokrane et y demeurant, laquelle a demandé l'établissement d'un certificat de possession d'un terrain sis au village Taourirt Amokrane, dénommé Athakil, d'une superficie totale de 68 m<sup>2</sup>. Elle est délimitée comme suit :

- Au Nord par : un passage commun le séparant de la propriété héritiers Mammeri Rabah, un accès et un passage couvert  
- A l'Ouest par : la propriété héritiers Mammeri Chabane  
- A l'Est par : la propriété héritiers Mammeri Belaid  
- Au Sud par : un chemin de village le séparant de la propriété héritiers Mammeri Arezki et la propriété héritiers Hamdi Achour

A cet effet, pour toute opposition ; les concernés sont priés de formuler une requête d'opposition à Monsieur le président de l'A.P.C de Larbaa Nath Irathen, dans les deux (02) mois à compter de la publication du présent avis sur la presse nationale.

Réf.171/05/23 - Le Jour d'Algérie - N° 5908 - Jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIZI OUZOU  
DAIRA DE MEKLA  
COMMUNE DE MEKLA

### AVIS PORTANT ÉTABLISSEMENT D'UN CERTIFICAT DE POSSESSION

Dans le cadre des dispositions du décret exécutif n° 91/254 du 27/07/1991 fixant les modalités d'établissement du certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90/25 du 18/11/1990, portant orientations foncières.

Monsieur HAMITECHE Madjid a déposé le 09/04/2023 un dossier de certificat de possession pour deux parcelles de terrain sises au village TIZI NTERGA, commune de Mekla

\*La première parcelle au lieudit «TAOURIRTH OUFELLA», d'une superficie de 627.00 m<sup>2</sup>. Limites et éventuellement les noms des riverains :

- Au Nord par : la propriété des consorts HAMITOUICHE  
- A l'Est par : la propriété HAMITECHE Arezki

- A l'Ouest par : la propriété des héritiers HAMITECHE Ahcene  
- Au Sud par : une piétonne la séparant de la propriété AMMOUR Mohand Ouail

\*La deuxième parcelle au lieudit «EL HARA NATH ZAI» composée de deux parcelles

- La première d'une superficie de : 36.00 m<sup>2</sup>. Limites et éventuellement les noms des riverains :

- Au Nord par : la propriété HAMIDI Hamid  
- A l'Est par : la propriété HAMITECHE Hocine

- A l'Ouest par : le groupe communal n° 99 du Douira Fraoucene (TADJMAAT) et une piétonne la séparant de la propriété HADADOU Mohand

- Au Sud par : un passage la séparant de la parcelle n°2 de Monsieur HAMITECHE Madjid (même propriétaire)

\*La deuxième d'une superficie de 36.00m<sup>2</sup>. Limites et éventuellement les noms des riverains :

- Au Nord par : un passage la séparant de la parcelle n°1 de Monsieur HAMITECHE Madjid (même propriétaire)

- A l'Est par : la propriété HAMITECHE Ramdane et un passage commun

- A l'Ouest par : un passage d'une piétonne elle-même la séparant de la propriété de Monsieur HADADOU Mohand

- Au Sud par : un passage commun la séparant de la propriété de Monsieur OUARAB Madjid

A cet effet, pour toutes oppositions, les personnes intéressées sont priées de formuler une requête à Monsieur le Président de l'A.P.C de MEKLA, service urbanisme et de la construction dans un délai de deux (02) mois à compter de la publication du présent avis sur la presse.

Réf.171/05/23 - Le Jour d'Algérie - N° 5908 - Jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIZI OUZOU - DAIRA DE BOUZGUENE  
COMMUNE DE BOUZGUENE  
N° 77/2023

### DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application au décret exécutif n° 91.254 du 27/07/1991 fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90.25 de la date du 18/11/1990 portant orientation foncière. Monsieur HETTAK MOKRANE, né le 01/12/1939, fils de MOHAND et de HANOUTI DJOJRA, a formulé une demande dans laquelle il confirme sa prise de possession d'un terrain dénommé «HAV-CH», situé au village IBOUYOUSFENE, commune de Bouzeguène, d'une superficie de 333.00 m<sup>2</sup>. Limité dans son ensemble :

- Au Nord-Est par : la propriété des héritiers HETTAK MEZIANE

- Au Nord-Ouest par : une piste la séparant de la propriété de Monsieur HAMADACHE MOHAND OUAMAR et celle de Monsieur HAMADACHE LOUNIS

- Au Sud-Est par : la propriété de monsieur HETTAK BOUS-SAD

- Au Sud-Ouest par : une route communale la séparant de la propriété des héritiers HAMOUDI MOHAND AMEZIANE

A cet effet, toute personne désirant s'opposer à l'établissement du dit certificat de possession, est priée de saisir le président de l'A.P.C de BOUZGUENE par écrit dans un délai de deux mois à compter de la date de l'application au quotidien national.

Réf.174/05/23 - Le Jour d'Algérie - N° 5908 - Jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023



Kosovo

# Une trentaine de soldats internationaux blessés lors de heurts

■ La situation restait tendue hier dans le Nord du Kosovo où des manifestants serbes sont toujours rassemblés devant la municipalité de Zvečan, théâtre la veille de heurts ayant fait une trentaine de blessés parmi des soldats internationaux et une cinquantaine parmi les protestataires.

Par Rosa C.

Face à cette énième crise entre les deux anciens ennemis, l'Union européenne a appelé Serbes comme Kosovars à «désamorcer les tensions immédiatement et sans condition». Paris a demandé aux «parties, en particulier le gouvernement du Kosovo, à prendre immédiatement les mesures qui s'imposent

pour réduire les tensions».

A Zvečan, des soldats en tenue anti-émeutes de la Kfor, la force multinationale emmenée par l'Otan, ont placé une barrière métallique autour de la mairie pour empêcher plusieurs centaines de Serbes d'y accéder, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Trois véhicules blindés de la police kosovare, dont la présence suscite toujours l'ire des Serbes majoritaires dans quatre

localités du Nord du Kosovo, étaient garés devant la mairie.

Des Serbes du Kosovo font face à la police anti-émeute lors de leur rassemblement pour exiger la destitution des maires albanais récemment élus devant le bâtiment municipal de Zvečan, dans le nord du Kosovo, le 29 mai 2023.

Les Serbes ont boycotté les municipales d'avril dans ces villes, ce qui a abouti à l'élection de maires albanais avec une participation de moins de 3,5 %.

Ces éditiles ont été intronisés la semaine dernière par le gouvernement d'Albin Kurti, le Premier ministre de ce territoire en très large majorité peuplé d'Albanais, faisant fi des appels à l'apaisement lancés par l'Union européenne et les Etats-Unis.

La Serbie, soutenue par ses alliés russe et chinois, n'a jamais reconnu l'indépendance proclamée en 2008 par son ex-province, une décennie après une guerre meurtrière entre forces serbes et rebelles indépendantistes albanais.

Des tensions éclatent régulièrement entre Belgrade et Pristina. Quelque 120 000 Serbes vivent au Kosovo, sur 1,8 million d'habitants. Environ un tiers d'entre eux habitent dans le Nord. Les manifestants réclament le départ des maires albanais jugés «illégitimes» tout comme celui de la police kosovare. La situation avait déjà dégénéré vendredi lorsque les maires étaient venus prendre leurs fonctions, accompagnés par les forces de l'ordre kosovars.

Lundi, dans un nouvel accès de fièvre, des manifestants serbes ont tenté de forcer la porte d'entrée de la mairie de Zvečan mais ont été repoussés par les forces kosovares.



Ph. &gt; D. R.

La Kfor avait ensuite tenté de séparer les deux parties avant de commencer à disperser les manifestants les plus violents.

Les protestataires avaient répliqué en lançant des pierres, des bouteilles et des cocktails Molotov en direction des soldats.

Dix-neuf soldats hongrois et 11 italiens ont été blessés dans ces heurts, a annoncé, hier, la Kfor dans un communiqué, précisant qu'ils souffraient notamment de «fractures et de brûlures causées par des engins explosifs incendiaires improvisés». «Trois soldats hongrois ont été blessés par des armes à feu», selon la même source.

Ces attaques ont été qualifiées de «totalement inacceptables» par l'Otan à Bruxelles.

Au moins 52 personnes ont été blessées dans les rangs des manifestants serbes, dont trois grièvement, a dit le président serbe Aleksandar Vucic.

Cinq manifestants serbes soupçonnés d'avoir participé aux affrontements ont été arrêtés, selon la police kosovare.

Belgrade a ordonné à l'armée serbe de se placer en état d'aler-

te maximale, comme cela a été régulièrement le cas ces dernières années.

La Kfor a expliqué avoir renforcé sa présence dans le Nord pour «réduire le risque d'escalade». «Les deux parties doivent assumer l'entière responsabilité des événements et éviter une nouvelle escalade, plutôt que de se cacher derrière de faux discours», écrit la Kfor dans un communiqué.

La police kosovare a décrit la situation comme étant «fragile mais calme» et appelé les habitants «à ne pas tomber dans le piège des appels aux manifestations violentes et aux provocations». «La sécurité dans le Nord du pays s'est dégradée au point de mettre des vies en danger».

Le président serbe a rencontré hier à Belgrade les ambassadeurs de la Quinte, cinq puissances membres de l'Otan qui observent de près les Balkans occidentaux, mais annoncé qu'il allait aussi s'entretenir avec les représentants de la Russie et de la Chine.

R. C.



## Commentaire

Excessif

Par Fouzia Mahmoudi

Le parti d'Emmanuel Macron, Renaissance, autrefois En Marche !, a depuis sa création toujours été très clair sur sa détestation du Rassemblement National, évoquant un parti «raciste» et «anti-républicain» qu'il fallait combattre à tout prix. Une ligne qui a surtout servi à appeler par deux fois au «barrage républicain» lors des présidentielles de 2017 et de 2022, alors que Macron se trouvait face à Marine Le Pen. Plusieurs ministres marconistes n'ont d'ailleurs pas hésité à régulièrement haranguer le parti créé par Jean-Marie Le Pen en 1979, alors sous le nom de Front National. Pourtant, le ton avait changé du tout au tout au lendemain des élections législatives de juin dernier. Renaissance, incapable d'obtenir une majorité absolue à l'Assemblée Nationale, avait alors, à la surprise générale, fait du pied par l'intermédiaire de certains de ses élus, au Rassemblement National qui entrait triomphalement au Parlement avec 89 députés. Le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, connu pour son antipathie viscérale vis-à-vis du parti de Marine Le Pen, avait même admis qu'il ne bouderait pas l'assistance des députés RN pour faire passer des lois et des réformes. Toutefois, depuis, le gouvernement s'est allié avec la droite traditionnelle et semble avoir fermé la porte à toute collaboration avec la droite nationaliste, poussant la Première ministre à se laisser aller à une violente diatribe contre le RN. Interrogée par Radio J dimanche, Elisabeth Borne a en effet qualifié le Rassemblement National de parti «héritier de Pétain». Pour elle, la victoire du parti est tout à fait «possible» en 2027. Selon la Cheffe du gouvernement, la gauche radicale porte une responsabilité dans cette percée. La Première ministre a ainsi accusé Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise de «faire le jeu de l'extrême droite» et de concourir à la montée de la violence. «Je ne crois pas du tout à la normalisation du Rassemblement National. Je pense qu'il ne faut pas banaliser ses idées, ses idées sont toujours les mêmes. Alors maintenant, le Rassemblement National y met les formes, mais je continue à penser que c'est une idéologie dangereuse», a déclaré la Première ministre. Sans surprise, Marine Le Pen a rapidement réagi pour dénoncer les propos de Borne. «Les propos d'Elisabeth Borne à l'égard du Rassemblement National sont infâmes et indignes. Ils ne sont pas acceptables à l'égard du premier parti d'opposition, de ses 88 députés, de ses milliers d'élus et des millions de Français qu'il représente !» Le président du parti, Jordan Bardella, a aussi dénoncé des «propos graves, mensongers et injurieux qui salissent les millions de Français qui votent pour le RN». «Elisabeth Borne est à la fois inculte, indigne et incapable», l'a également égrillée le député RN Sébastien Chenu, en soulignant que parmi les fondateurs du mouvement figurent des résistants. Interrogée sur la possibilité d'une victoire de la fille de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de 2027, la Cheffe du gouvernement a répondu : «Je crains que tout soit possible. [...] À force de banalisation, c'est une réelle menace». Elle a évoqué ses souvenirs du 21 avril 2002, jour de la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle et de l'élimination du socialiste Lionel Jospin, dont elle était alors la conseillère à Matignon. Cependant, cette dernière devrait savoir depuis le temps qu'elle est en politique, que des propos excessifs tels que les siens en général non seulement ne dissuadent pas les électeurs de voter pour le RN, mais ont tendance à agacer des électeurs incertains, fatigués de voir leurs représentants jouer à se faire peur plutôt qu'à régler leurs problèmes les plus pressants. Talleyrand disait : «Tout ce qui est excessif est insignifiant», mais en politique aujourd'hui ce qui est excessif conduit souvent à l'effet inverse à celui recherché. Et c'est bien cela qui fait depuis quarante ans le «jeu du RN».

F. M.

Brésil

## Les dirigeants sud-américains réunis autour de Lula

Le président de gauche du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, reçoit depuis hier à Brasilia ses homologues sud-américains lors d'un sommet éclair pour tenter de resserrer les liens qui s'étaient distendus en raison de divergences idéologiques et de crises internes.

Seule la présidente du Pérou, Dina Boluarte, manque à l'appel. Au total, onze chefs d'Etat vont se retrouver dans la capitale brésilienne, pour la première rencontre de ce type depuis 2014.

Cela faisait également huit ans que le président vénézuélien Nicolas Maduro ne s'était pas rendu au Brésil. Lula a qualifié lundi d'«historique» le retour en

grâce de celui qui était persona non grata à Brasilia sous le mandat de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022). «Le Venezuela a toujours été un partenaire exceptionnel pour le Brésil. Mais en raison de la situation politique et d'erreurs commises, il a passé huit ans sans venir au Brésil», a lancé Lula lundi, à l'issue d'un tête-à-tête avec M. Maduro, qui s'est posé par sa part dit touché de l'«accueil chaleureux» reçu à Brasilia. «Aujourd'hui, c'est le début d'une nouvelle ère dans les relations entre nos pays, entre nos peuples», a déclaré le président vénézuélien, arrivé dimanche soir dans la capitale

brésilienne.

Les relations entre les deux pays qui partagent plus de 2 000 km de frontière terrestre étaient inexistantes sous la présidence de Jair Bolsonaro, qui qualifiait le régime socialiste vénézuélien de «dictature». Le sommet d'hier a été imaginé par Lula comme une réunion à huis clos, relativement informelle, sans garantie d'une déclaration finale.

Au cours des réunions, les chefs d'Etat doivent être accompagnés de leurs ministres des Affaires étrangères et de quelques conseillers, pour une ambiance «plus décontractée», a confié à l'AFP une source diplomatique brésilienne.

Sclérose en plaques

# Plaidoyer pour un registre national de la maladie

■ La spécialiste en sclérose en plaques, P<sup>e</sup> Nassima Hecham, a plaidé, lundi à Alger, pour la mise en place d'un registre national spécifiquement dédié à cette maladie, tout en insistant sur l'importance d'un «diagnostic précoce».

Par Faten D.

Lors d'un atelier de formation organisé à la veille de la Journée internationale dédiée à cette maladie (30 mai), la spécialiste a indiqué qu'un «plan national pour la sclérose en plaques avec tous les paramètres nécessaires, a été élaboré et transmis au ministère de la Santé».

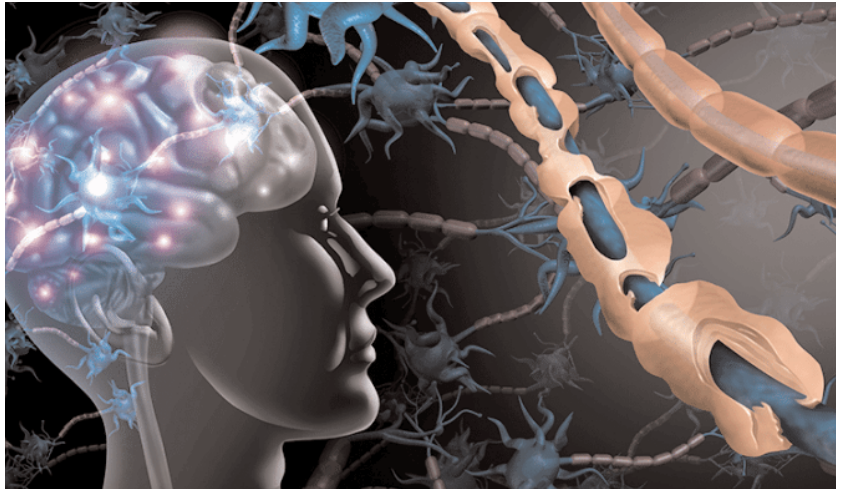
La même intervenante a souligné l'importance d'un tel plan qui permettra de «connaître le nombre de personnes atteintes de cette maladie et, par conséquent, les besoins en traitements».

P<sup>e</sup> Hecham, spécialiste en neurologie à l'Etablissement

hospitalier spécialisé (EHS) Ait Idir (Alger), a souligné l'impératif d'établir un «diagnostic précoce» de cette maladie complexe, eu égard à la «variabilité de son tableau symptomatique et de sa grande similitude avec d'autres pathologies génétiques».

La sclérose en plaques est une maladie affectant le système nerveux central (cerveau et moelle épinière), survenant généralement entre 20 et 40 ans et touchant davantage les femmes. Ses signes cliniques (plaques) sont variés en fonction du stade de la maladie qui évolue par poussées, notamment la baisse de l'acuité visuelle et les troubles cognitifs et sensitifs.

F. D.



Du 30 mai au 8 juin prochains

## Campagne nationale pour renforcer la vaccination

Le ministère de la Santé organise une campagne nationale pour renforcer l'opération de vaccination des enfants de moins de cinq ans «non ou mal vaccinés», prévue du 30 mai au 8 juin prochains, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés à cet effet en vue d'améliorer «la couverture vaccinale des

enfants», en assurant des «quantités suffisantes de vaccins et le matériel médical nécessaire selon l'estimation du nombre d'enfants ciblés par l'opération», a précisé le ministère.

La campagne concernera «l'ensemble des structures sanitaires dédiées à la vaccination au niveau national, avec la mobilisation de centres mobiles au profit des habitants des régions éloignées qui ne

disposent pas de structures de santé», lit-on dans le communiqué qui souligne que des staffs médicaux et paramédicaux encadreront «les campagnes de sensibilisation des parents à l'importance de rattraper le retard accusé dans la vaccination de leurs enfants en vue de préserver leur santé». «Les programmes de vaccination ont contribué, au fil des années, à la lutte contre les maladies contagieuses et à la

protection de la santé des enfants algériens», poursuit le ministère, ajoutant que l'Algérie a franchi «de grand pas» dans ce domaine, grâce au calendrier national en vigueur, ayant permis une baisse significative du taux de mortalité infantile qui est passé de 230 décès/1000 naissances en 1985 à 18,9 décès/1000 naissances en 2020.

Ilham N.

Oran

### L'importance des structures communales pour préserver la santé soulignée

Les participants à une session de formation au profit des présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) d'Oran, organisée lundi au Centre national de formation des personnels des collectivités locales et d'amélioration de leur niveau au chef-lieu de wilaya, ont souligné l'importance des structures communales pour préserver la santé dans le cadre de la protection de l'environnement et l'hygiène du milieu au niveau des collectivités locales.

Dans son intervention, lors de cette rencontre organisée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, l'inspecteur principal à la Direction du commerce et de la promotion des exportations, Haouaya Nasreddine, a indiqué que la loi régissant le travail des structures communales pour préserver la santé, modifiée il y a près de

deux ans, a accordé de larges prérogatives ce qui concerne la surveillance de la santé publique, de l'environnement et de la répression des fraudes en matière de commerce et des services.

M. Haouaya a souligné «le rôle grandissant» qu'effectuent les services de l'Etat et les représentants de plusieurs instances qui accordent un intérêt manifeste à l'environnement, à l'hygiène et à la santé publique, tels que les services vétérinaires, les Directions de la santé, du logement, les services agricoles, de l'environnement, le commerce et la promotion des exportations, soulignant que les missions de contrôle des activités commerciales et des services s'étendent au suivi du dossier de l'hygiène et celui de la protection du consommateur, entre autres.

Pour sa part, le président de l'APC de Misserghine, Mohamed Belkacem

Abdelouahab, a mis en avant le rôle de la structure de préservation de la santé au niveau de cette commune qui a connu une extension urbaine ces dernières années, avec à la clé la réalisation du pôle urbain «Ahmed-Zabana» qui abrite près de 40 000 habitants.

Cette extension urbaine a touché également les activités commerciales qui ont aujourd'hui besoin d'un contrôle permanent pour la protection de la santé publique.

Pour sa part, le président d'APC d'Oran, Amine Allouche, a mis l'accent sur «le grand rôle que joue la structure de la préservation de la santé au niveau de la commune d'Oran, notamment en matière de la propreté de l'environnement, la collecte des ordures ménagères, la protection du consommateur, le contrôle des locaux commerciaux et des services, et

ce, grâce à la modification par l'Etat de la loi réglementant le travail dans le but de son activation et sa revitalisation».

Il a rappelé que la commune d'Oran a connu, ces derniers mois, grâce aux efforts de l'ensemble des intervenants, à leur tête les services de la wilaya, «une nette amélioration» en matière de nettoyage, suite à la maîtrise de la gestion de la collecte des ordures avec un délestage de 90 micro-entreprises privées, en plus de l'entreprise publique de wilaya «Oran Propreté» et la révision du cahier des charges, le tout organisé selon une feuille de route de travail de ces entreprises qui effectuent quotidiennement une collecte qui varie entre 400 et 500 tonnes de déchets, de même que leurs évacuations vers les centres d'enfouissement technique.

R. S.

El Kala

### 8 médecins spécialistes pour l'EPH Bouzid-Amar

L'encadrement médical de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Bouzid-Amar d'El Kala (30 km à l'est d'El Tarf) a été renforcé récemment de huit médecins spécialistes, ont annoncé, lundi, des responsables de cet hôpital.

Par le renforcement du corps médical, les responsables du

secteur entendent améliorer la prise en charge des patients et les rapprocher des services sanitaires spécialisés, afin de leur éviter les déplacements vers les établissements d'autres localités, a précisé à l'APS le directeur-adjoint chargé des moyens, Abdelaziz Derguini. Ces nouveaux médecins sont spécialisés

en chirurgie générale, chirurgie orthopédique, médecine interne, hématologie, pneumologie et otorhinolaryngologie, a précisé le même responsable, ajoutant que l'EPH d'El Kala accueillera prochainement un staff paramédical composé d'infirmiers et de sages-femmes. Cet hôpital vient également d'être doté d'un scan-

ner 3D de haute précision fonctionnant à l'aide d'imagerie par résonance magnétique (IRM) dont l'acquisition a mobilisé près de 50 millions DA, selon la même source qui a relevé que cet acquis mettra fin aux pénibles déplacements des malades pour effectuer des radios dans les centres d'imageries privés à

coûts élevés. Le service de radiologie de l'hôpital a bénéficié, en outre, d'une opération de réaménagement global, a ajouté M. Derguini qui a souligné que le parc roulant de cet EPH sera doté prochainement de nouvelles ambulances pour les besoins d'évacuation et de transfert d'urgence des malades.





## Ouganda «Micho» dévoile une liste élargie de 42 joueurs contre l'Algérie

Le sélectionneur serbe de l'équipe ougandaise de football, Milutin Sredojevic «Micho», a dévoilé une liste élargie de 42 joueurs en vue du match face à l'Algérie, prévu le 18 juin au stade Japoma de Douala (Cameroun), comptant pour la 5<sup>e</sup> journée (Gr.F) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire, a annoncé la Fédération ougandaise (FUFA) sur son site officiel. La liste comprend 18 joueurs évoluant à l'étranger, précise la même source.

Ce match qui devait se jouer à Kampala, a été délocalisé au Cameroun en raison du retard pris dans les travaux au stade Mandela à Kampala. Dans l'autre match du groupe F, la Tanzanie, dirigée sur le banc par l'Algérien Adel Amrouche, recevra le 18 juin le Niger à Dar Es-Salaam. Au terme de la 4<sup>e</sup> journée, l'Algérie, déjà qualifiée pour la phase finale, caracole en tête avec 12 points, devant la Tanzanie et l'Ouganda qui comptent 4 points chacun. Le Niger ferme la marche avec 2 unités.

EN Féminine

## Pas de Jeux olympiques à cause d'un retard ?

Alors que le tirage au sort des équipes féminines participant aux Jeux olympiques de Paris 2024 ont eu lieu hier, l'absence de l'Algérie serait due à un retard de la part de la FAF. En effet, de source sûre, nous avons appris que l'inscription de la sélection féminine algérienne de football a

été faite en retard, alors que le dernier délai était fixé à mai 2022. L'absence d'un DTN et le changement de présidence à la tête de la FAF semblent être incriminés, même si le secrétaire général, Mounir Debichi, était en place depuis plus de six mois.

Ligue 1 Mobilis (24<sup>e</sup> J)

## Le MCA bat l'USMK et conforte sa troisième place

Le MC Alger s'est imposé face à l'USM Khenchela 1-0 (mi-temps : 1-0), en match à huis clos disputé mardi au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda, en ouverture de la 24<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. L'unique but de la partie a été inscrit par le capitaine Ayoub Abdellaoui (23<sup>e</sup>) pour le MCA. Avec ce résultat, le «Doyen» conforte sa troisième place au

classement avec 39 pts, et revient à quatre longueurs du deuxième, le CS Constantine (2<sup>e</sup>, 43 pts) qui se déplacera à Biskra pour affronter l'USB. Le Mouloudia compte un match en retard à disputer le vendredi 16 juin face au voisin l'USM Alger. De son côté, l'USMK stagne à la quatrième position en compagnie de l'ES Sétif avec 35 points chacun, mais les Sétifiens comptent un match en plus à disputer.

Cyclisme sur route /Tour du Cameroun 2023

## La sélection algérienne engagée avec cinq athlètes

Cinq athlètes représenteront l'Algérie au Tour cycliste du Cameroun 2023, prévu en dix étapes, du 3 au 11 juin prochain, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Il s'agit de Hamza Yacine, Abdallah Benyoucef, Mohamed Nadjib Assel, Mohamed Amine Nehari et Abdelkrim Ferkous, sous la conduite du directeur technique national Samir Allam, qui sera assisté dans sa tâche par le mécanicien Youcef Djerrah. La sélection nationale s'est rendue au Cameroun ce mardi matin, pour avoir le temps de bien récupérer avant le coup d'envoi de la compétition, prévu le samedi 3 juin. Le premier coup de pédale de cette 19<sup>e</sup> édition du Tour cycliste sera donné dans la région du Nord, entre Figuil et Garoua (96 km), après une dizaine d'années d'absence.

La 2<sup>e</sup> étape aura lieu le lendemain, sous forme d'un critérium de 124 km à Garoua, et sera suivie de la 3<sup>e</sup> étape, entre Pouma et Kribi (145 km), la 4<sup>e</sup> entre Kribi et Douala (178 km), et la 5<sup>e</sup> sous forme d'un autre critérium de 123,3 km à Douala. La 6<sup>e</sup> étape se tiendra le 6 juin 2023 entre Douala-Buëa et Limbé (100 km),

la 7<sup>e</sup> étape le 7 juin 2023 entre Loum et Dschang (112 km), la 8<sup>e</sup> étape le 8 juin 2023 entre Dschang-Bafoussam et Bangangté (102 km), la 9<sup>e</sup> étape le 10 juin 2023 entre Bangangté et Bafia (124 km) et enfin la 10<sup>e</sup> et dernière étape, le 11 juin, sur une distance de 122 km entre Bafia et Yaoundé. D'après les organisateurs, certains parmi les meilleurs cyclistes africains seront au rendez-vous de cette 19<sup>e</sup> édition du Tour du Cameroun, longue de 1 200 kilomètres, en présence notamment de certaines sélections nationales africaines et de quelques équipes semi-professionnelles d'Europe. Parmi les faits nouveaux dans cette édition 2023, le passage à dix d'étapes, alors qu'elles n'étaient que de huit au cours des dix dernières années. «Dix étapes, c'est raisonnable, compte tenu des questions budgétaires. Il faut tenir compte aussi du nombre de jours à passer sur le vélo et dans les différentes villes du Cameroun. Il faut intégrer aussi le transport, l'hébergement et la prise en charge des différentes délégations présentes dans la caravane», ont expliqué les organisateurs.

## Finale retour de la Coupe de la CAF samedi/USMA-Young Africans

# Soustarra à 90' du rêve africain

■ L'USM Alger est à 90' du rêve de décrocher son premier titre africain lors de la finale retour qui l'opposera ce samedi à la formation tanzanienne Young Africans au stade du 5-Juillet.



Les Rouge et Noir proches de leur but

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir qui se sont imposés sur le score de (2/1) au match aller à Dar Essalam, sont très proches du sacre, à condition de bien gérer cette manche retour qui sera très importante pour l'équipe. Les Usmistes veulent certainement marquer l'histoire en décrochant ce sacre, bien que ce ne sera pas facile devant une bonne équipe tanzanienne. L'avance de deux buts ne suffira pas, vu que tout reste possible dans un match de 90' et que les Young Africans ont une bonne ligne d'attaque. Poussés par leurs milliers de fans qui seront là durant cette empoignade, les poulains du «général» Benchikha feront tout pour confirmer le résultat du match aller et arracher cette Coupe de la CAF, la première pour les Rouge et Noir qui ont eu la mauvaise expérience d'échouer en finale de la Ligue des champions en 2015 face au Ahly. Les Algérois comptent sur la fougue d'une jeune

génération de joueurs conduite par le défenseur international Belaïd, pour déjouer les plans des Tanzaniens et remporter ce sacre qui sera le quatrième pour l'Algérie après les trois titres de la JS Kabylie dans le début des années 2000. Le plus important pour les Usmistes est de se donner à fond pour ne rien regretter. Il faut savoir que l'USMA s'est bien concentrée sur cette finale, entrant en stage depuis hier au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa. Le coach a insisté pour interdire tout contact entre les joueurs et le monde extérieur afin de leur permettre d'être concentrés sur leur sujet et décrocher ce titre.

### Zemiti : «Nous dédierons ce titre à nos supporters»

Le coach-adjoint de l'USMA, Farid Zemiti, a indiqué que son équipe était prête pour décrocher ce titre africain, à condition de bien se concentrer sur cette finale retour. «Nous sommes

conscients de ce qui nous attend lors de cette finale retour que nous jouerons au stade du 5-Juillet devant nos supporters et nous ferons de notre mieux pour confirmer le match aller», a indiqué Zemiti dans une déclaration au «Jour d'Algérie», ajoutant que tout le monde est conscient de ce qui l'attend lors de cette rencontre. Zemiti avouera qu'il faudra quand même être très vigilant, d'autant plus que les Tanzaniens ont une bonne ligne d'attaque et tout peut être chamboulé dans une rencontre. Il regrettera l'absence de Benzaza, qui a écopé d'un carton jaune à l'aller qui le prive de cette manche retour, mais affirme qu'il y aura d'autres joueurs qui seront au rendez-vous et se donneront à fond pour réussir à l'emporter. S'agissant du public qui compte se rendre en force au stade, le coach usmiste lui demande d'être patient avec son équipe qu'il doit soutenir jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre.

M. M.

Equipe nationale de football

## Belmadi dévoile sa liste contre l'Ouganda et la Tunisie

La FAF vient de publier la liste de Belmadi pour les deux prochains matchs du mois de juin. On y trouve des nouveautés avec notamment quatre joueurs de l'USM Alger ainsi que Houssam Aouar et Himad Abdelli, sans oublier l'absence logique de Belaïli.

Agé de 28 ans, Oussama Benbot, le portier de l'USM Alger, est convoqué pour la première fois, en remplacement d'Alexandre Oukidja. Jouant régulièrement les compétitions continentales avec la JSK puis l'USMA ces cinq dernières années, il semble être arrivé à maturité. En défense, Hathem Loucif remplace numériquement Rayan Ait Nouri qui ne joue plus avec les Wolves. Loucif, 26 ans,

effectue son retour après près de cinq ans d'absence.

Au milieu, l'absence de Bennacer pour blessure et celle de Kadri et Zorgane – dont la saison en Belgique est terminée depuis un mois – sont compensées par l'arrivée attendue d'Houssam Aouar, Himad Abdelli et Victor Lekhal, éloigné de la sélection depuis quatre ans.

En attaque, la blessure d'Andy Delort permet de donner la chance à Aymen Mahious, l'attaquant de l'USMA qui s'était illustré avec les A' à la CHAN.

On notera enfin le retour de Said Benrahma, auteur d'une belle saison avec West Ham.

Pour rappel, la sélection A jouera un match officiel face à

l'Ouganda à Douala au Cameroun le 18 juin, dans le cadre des éliminatoires de la CAN, puis un match amical face à la Tunisie à Annaba le 20 juin.

Racim S.

### Liste des convoqués :

**Gardiens de but :** Mandera, Zeghba, Benbot.

**Défenseurs :** Guitoun, Lériss, Mendi, Belaïd, Tougaï, Bensebaïni, Loucif, Hedjam, Touba.

**Milieux de terrain :** Boudaoui, Bentaleb, Lekhal, Zerrouki, Aouar, Abdelli.

**Attaquants :** Mahrez, Bouanani, Benrahma, Chaïbi, Ammoura, Slimani, Bounedjah, Mahious.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Regards

## Harcèlement scolaire en France, un nouveau fléau ?

Fallait-il attendre qu'elle se donne la mort pour entendre ses cris d'alerte ? Après de multiples insultes, menaces et humiliations, Lindsay, une jeune fille de 13 ans, a choisi d'y mettre un terme à sa manière. Le jour d'avant, la jeune fille parlait normalement et faisait même des prédictions pour le lendemain. Ses parents ne s'en doutaient pas, mais, elle, savait très bien que c'était pourtant son dernier jour et qu'elle ne sera plus là le lendemain. Il faut noter que même après sa mort, certains de ses harceleurs ont continué à l'insulter. Quelques jours auparavant, par amour et pour que tout cela cesse, le père de la jeune enfant en a parlé avec le directeur qui lui a suggéré de lui confisquer son smartphone pour la protéger de ce genre de malveillances. Il aurait dû renvoyer les harceleurs de l'établissement. Ce phénomène se répand de plus en plus, tel un virus qui rendrait les gens bêtes et méchants.

Les Français se sentent mal dans leur pays, au vu des événements qu'ils vivent tous les jours et bientôt toutes les heures [...]

Après tout constat, Emmanuel Macron devrait essayer de reciviliser le pays grâce à ses ministres et non pas se contenter d'indiquer et ré-indiquer l'urgence dans laquelle il se trouve.

Mehdi Mahmoudi

Vois de véhicules à Béjaïa

## Un réseau national démantelé à Oued-Ghir

UN RÉSEAU national de malfaiteurs, composé de 4 dangereux individus spécialisés dans le vol de véhicules suivi d'agression physique, a été démantelé mardi dernier par les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa. Tout a commencé suite à une communication téléphonique passée par un individu, victime d'une tentative de vol de son véhicule suivie d'une agression. Il avait pris dans sa voiture de marque Suzuki deux individus qu'il devait déposer à Rémlia, commune de Sidi-Aïch, en contrepartie d'une somme d'argent. Selon la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa, «les deux malfaiteurs se sont fait passer pour des gendarmes pour convaincre la victime de les transporter vers la destination indiquée». Cependant, «en arrivant à la RN12, aux environs de la commune d'Oued-Ghir, dans un lieu isolé, l'un des deux individus demande à la victime de marquer un arrêt pour uriner, profitant de l'occasion pour lui asséner des coups et tenter de repartir avec le véhicule si ce n'était l'intervention d'un usager arrivant sur les lieux qui lui a porté secours», explique la même source. Les gendarmes qui se sont rendus sur les lieux décou-

vrent dans la voiture de la victime un téléphone mobile de l'un des malfaiteurs qui sera par la suite identifié et arrêté. Il s'agit d'un homme âgé de 32 ans, natif de la wilaya de Mila, qui agissait avec l'un de ses compères âgé de 28 ans, natif de la même wilaya. Ils sont également impliqués, précise la même source, dans plusieurs vols de véhicules, dont une voiture de marque Peugeot 207 à Bordj Bou-Arréridj, une Dacia Logan à la nouvelle ville Ali-Boumendjel de Constantine, une 207 et une autre Renault Campus à Béjaïa, une Hyundai Accent à Jijel, une Renault Symbol à Mila, une voiture de marque Scoda à Constantine, une autre Symbol à Skikda et une Hyundai à Bouira. L'enquête criminelle menée par les gendarmes a abouti à l'identification de 2 autres individus de ce réseau national, impliqués dans ces vols de véhicules, dont un individu natif de Mila et autre de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, accusés de recèle et vente des véhicules volés. «Les malfaiteurs prenaient pour cibles les taxis clandestins dit aussi les fraudeurs», fait observer aussi la même source. Les malfaiteurs ont été présentés devant la justice et écroués à la prison d'Oued-Ghir.

H. Cherfa

Tizi-Ouzou

## Installation de plus de 30 000 détecteurs de monoxyde de carbone

UN TOTAL de 33 356 appareils détecteurs de monoxyde de carbone sont installés au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou depuis mars dernier, rapporte, hier, un communiqué de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz. La cam-

pagne d'installation de ces appareils intervient dans le cadre de la mise en œuvre de la décision prise par les pouvoirs publics de doter les habitations publiques de doter les habitations publiques de doter les ménages de ces appareils dans le but de diminuer les risques liés à l'asphyxie



Djalou@hotmail.com

Sétif /Pour non-respect de la réglementation

## Saisie de plus de 3 tonnes de colorants alimentaires

■ Les éléments de la 8<sup>e</sup> sûreté urbaine de Sétif, accompagnés d'agents spécialisés de la sûreté de wilaya, ont procédé à la saisie de 3,4 tonnes de colorants et d'arômes alimentaires destinés à la fabrication de confiserie, leur propriétaire «n'ayant pas respecté les textes réglementant cette activité», a-t-on appris, mardi, de ce corps constitué.

Par Slim O.

Dans une déclaration de l'APS, l'officier responsable de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, le commissaire de police Abdelouahab Aïssani, a précisé que cette opération «s'inscrit dans le cadre de la protection des consommateurs, afin de les prémunir des pratiques pouvant mettre en danger leur santé». Il a également fait savoir que la marchandise saisie est d'une valeur estimée à 900 000 DA. M.

Aïssani a ajouté que l'opération policière a été menée à bien grâce au travail de prévention effectué par les éléments de la 8<sup>e</sup> sûreté urbaine qui s'attellent, au même titre que leurs collègues des autres arrondissements, à veiller à la conformité des produits alimentaires proposés à la vente et à s'assurer que les denrées en question obéissent aux conditions d'hygiène. Le même officier a également indiqué que des infractions ont été constatées à l'intérieur d'un atelier dont

le propriétaire exerce une activité différente de celle portée sur le registre du commerce. Le contrevenant produit également des denrées alimentaires sans étiquetage, dans un espace ne répondant à aucune des conditions minimales nécessaires. La quantité saisie a été détruite, après l'élaboration et la transmission aux autorités judiciaires compétentes d'un dossier pénal contre la personne incriminée, a-t-on ajouté de même source.

S. O.

Start-up

## Un projet de fabrication de charbon compressé à partir de déchets organiques

LA START-UP «Maïdan Green» a développé un projet de valorisation des déchets organiques issus de certaines industries, les noyaux d'olives et d'abricots notamment, pour

fabriquer du charbon compressé, a-t-on appris, hier, auprès de son directeur, Zaoui Sami. Le projet est présenté au stand de la pépinière d'entreprises d'Oran, qui expose au Salon du recyclage et du traitement des déchets «Recycling Expo», se tenant au Centre des conventions d'Oran jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

«Nous avons bénéficié de l'accompagnement de la pépinière d'entreprises d'Oran et de celui de l'Agence allemande de coopération internationale «GIZ», a fait savoir M. Zaoui, ajoutant que le projet est en cours de montage financier. «Nous avons réussi à décrocher un financement bancaire, car le projet, même s'il a suscité l'inté-

rêt des dispositifs d'aide à la création d'entreprise comme l'Anade, nécessite une enveloppe financière qui dépasse leurs plafonds», a-t-il fait savoir. L'usine de fabrication de charbon compressé sera implantée au niveau de la zone industrielle d'El-Hamoul, a indiqué la même source, ajoutant que le produit sera commercialisé à des prix très compétitifs.

«Il s'agit d'un charbon, à la fois économique et écologique», souligne M. Zaoui, ajoutant que son projet épouse parfaitement les principes de l'économie circulaire, car il est basé sur la valorisation des déchets.

M. L.